



INSTRUCTION

N° 02-102-M31 du 27 décembre 2002

NOR : BUD R 02 00102 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

OFFICES PUBLICS D'HABITATIONS À LOYER MODÉRÉ ET OFFICES PUBLICS
D'AMÉNAGEMENT ET DE CONSTRUCTION SOUMIS AUX RÈGLES
DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

ANALYSE

Simplification des formalités de signature des mandats

Date d'application : 01/01/2003

MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; OFFICE PUBLIC D'HABITATIONS À LOYER MODÉRÉ ;
OFFICE PUBLIC D'AMÉNAGEMENT ET DE CONSTRUCTION ; MANDAT ; SIGNATURE ; ORDONNATEUR ;
SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE ; SIMPLIFICATION DE SERVICE

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPGR	DOM	TPG	RF	T							

DIFFUSION

GT 55

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

6^{ème} Sous-direction - Bureau 6B



La présente instruction a pour objet de porter à la connaissance des comptables la circulaire interministérielle DGCP/6B/DGUHC/2002 n°58420 du 19 novembre 2002 relative à la simplification des formalités de signature des mandats.

Désormais, la signature des mandats par l'ordonnateur n'est plus obligatoire. Seul le bordereau récapitulatif des mandats doit être signé.

Toute difficulté d'application de la présente instruction devra être soumise à la direction sous le présent timbre.

LE DIRECTEUR GENERAL DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGE DE LA 6^{ème} SOUS-DIRECTION

OLLIVIER GLOUX

ANNEXE : Circulaire interministérielle DGCP/6B/DGUHC/ 2002 n° 58420 du 19 novembre 2002 relative à la simplification des formalités de signature des mandats.

REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES
TRANSPORTS, DU LOGEMENT, DU TOURISME ET
DE LA MER

Direction Générale de la Comptabilité
Publique

Direction Générale de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la
Construction

Bureau 6B

Sous-Direction des organismes constructeurs

Le Ministre de l'économie, des finances
et de l'industrie

Le Ministre de l'équipement, des transports, du
logement, du tourisme et de la mer

à

Mesdames et Messieurs les directeurs
d'offices publics HLM

Mesdames et Messieurs les
trésoriers payeurs généraux

Circulaire interministérielle DGCP/6B/DGUHC/ 2002 n° 58420 du 19 novembre 2002 relative à la simplification des formalités de signature des mandats.

Date d'application : 1^{er} janvier 2003

Résumé : Cette circulaire rappelle que les mandats ne sont pas signés individuellement par l'ordonnateur. Seuls les bordereaux de mandat continuent d'être signés.

Les contrôles du comptable sont adaptés.

Mots-clés : simplifications, mandats, signature, contrôle.

ANNEXE (suite et fin)

La signature des mandats est une pratique qui n'a pas de fondement juridique pour les offices publics d'HLM. En outre, cette signature n'apparaît pas essentielle aux contrôles de l'ordonnateur et du comptable dès lors que le bordereau de mandats qui englobe plusieurs mandats est lui-même daté et signé par l'ordonnateur et vaut ainsi ordre de payer.

Il est donc rappelé aux ordonnateurs que la signature des mandats n'est pas obligatoire, seul le bordereau récapitulatif des mandats doit comporter la signature de l'ordonnateur.

L'ordonnateur, s'il le souhaite, pourra bien entendu signer le mandat, mais l'absence de signature du mandat ne sera pas un motif de suspension de paiement par le comptable.

Afin d'harmoniser les pratiques, ces dispositions n'entreront en vigueur qu'à compter du 1^{er} janvier 2003.

Il est précisé que cette circulaire ne modifie en rien les mentions supplémentaires portées sur les mandats et définies au Décret n°2002-232 du 21 février 2002 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics (notamment la mention des dates de départ et d'expiration du délai global de paiement sur lequel l'ordonnateur est engagé).

Le ministre de l'équipement, des transports, du
logement, du tourisme et de la mer

Le Ministre de l'Économie, des Finances et de
l'Industrie,

Pour le ministre et par délégation,
Le Directeur Générale de l'Urbanisme, de
l'Habitat et de la Construction

Pour le ministre et par délégation,
Le Directeur Général de la Comptabilité
Publique

Et par délégation,
La sous-directrice chargée des organismes
constructeurs

Et par délégation,
Le sous-directeur chargé de la 6^{ème} sous-
direction

Claire LANLY

Olivier GLOUX